

Jean-Pierre Drapier

Le prix du symptôme : du plus-de-jouir à la plus-value

Le prix du symptôme ? Est-ce un syntagme que nous aurions utilisé il y a seulement dix ans ? Sûrement pas. Nous parlions alors plus volontiers de coût du symptôme, de ce que cette formation de l'inconscient coûtait au sujet aussi bien que ce qu'elle lui rapportait en termes de jouissance, c'est-à-dire ce que le sujet était prêt à payer pour s'assurer ce gain de jouissance en termes de santé, plaisir, empêchement, etc., aussi bien que ce qu'il était prêt à payer pour arriver à « faire avec ce symptôme », à moindre coût en quelque sorte.

Ce glissement sémantique du coût au prix est le reflet de l'inscription de l'économie politique dans le champ de l'économie subjective, c'est-à-dire de l'infiltration grandissante du discours capitaliste dans la dialectique du besoin, de la demande et du désir.

Au fond, quel est le processus auquel nous assistons, voire participons ? Ni plus ni moins que la tentative de donner au symptôme une valeur marchande. Cela nécessite qu'il devienne un bien échangeable et donc suffisamment bien formaté pour entrer dans le circuit des biens échangeables, comme toute autre marchandise : tel symptôme contre tel médicament ou telle thérapie, c'est-à-dire *in fine* contre telle somme d'argent, équivalent général.

Il s'agit de « socialiser » la jouissance du symptôme : la faire sortir du circuit de la jouissance du sujet pour la faire entrer dans le circuit de la jouissance du capitaliste. On pourrait dire : transformer le plus-de-jouir en plus-value, faire de la plus-value avec le plus-de-jouir.

Dans ce procès où il s'agit de donner une valeur d'usage *et* une valeur d'échange au symptôme pour en faire une marchandise comme les autres, on comprend bien en quoi les thérapies

comportementales et cognitives (TCC) aussi bien que les réductions neurobiologiques sont du bon côté, ont le vent en poupe, alors que la psychanalyse est une empêcheuse de tourner en rond qui objecte à cette transmutation du plomb en or.

En effet, pour la psychanalyse, qu'est-ce que le symptôme ? Certes, un supplément de jouissance et en tant que tel, une manière pour le sujet d'objecter au « faut que ça tourne » du Maître par un « faut que ça cloche » pour ex-sister, pas-tout pris dans ce discours. Donc quelque chose qui ne peut que résister, et avec quoi le sujet doit « faire », justement pour « faire autrement » et lâcher un peu de jouissance.

Mais le symptôme est aussi ce qui vient pallier le ratage dans la structure, tout en le dénonçant : il est la marque du ratage aussi bien que ce qui fait tenir les trois registres du réel, du symbolique et de l'imaginaire. En tant que tel, c'est une solution propre à chaque sujet, avec laquelle le psychanalyste, lui aussi, doit faire, alors que les TCC et la neurobiologie visent à le défaire au bénéfice d'une homogénéisation des pratiques et des résultats... supposés. On voit bien pourquoi l'économie subjective à laquelle est congruente la psychanalyse s'oppose à l'économie politique à laquelle sont congruentes les TCC et la neurobiologie.

Alors, sommes-nous battus inéluctablement et condamnés à de sympathiques mais stériles combats d'arrière-garde ? Peut-être, mais avec des chances plus ou moins grandes selon les stratégies que nous adopterons.

Soit refuser toute évaluation, dire que non, que nous sommes hors champ social : position intenable alors même que la psychanalyse est toujours très présente dans le champ social, médico-social et dans celui de la psychiatrie, c'est-à-dire ne peut échapper à un contrôle de cet « argent social ». Notons d'ailleurs que nos tutelles, de longue date, nous demandent des comptes (budgets prévisionnels, comptes administratifs, rapports d'activité, etc.) avec toujours l'air de ne pas savoir ce que nous (en) faisons et de tomber des nues.

Soit se soumettre aux exigences sans cesse renouvelées d'avoir à répondre selon des critères purement administratifs, fermés, appelant des réponses uniquement chiffrées ou binaires, et donc accepter qu'il y ait un universalisable des pratiques, des équipes, des histoires

institutionnelles, c'est-à-dire se mettre à découvert sur le terrain de « l'adversaire » et aller au massacre.

Soit essayer de prendre une ligne de crête, crête fine et acérée, mais sans doute la seule un peu tenable : batailler ferme non pas pour refuser de rendre des comptes, mais pour les rendre à partir de critères que nous aurons contribué à élaborer, de critères dont nous aurons réussi à éliminer les plus dangereux pour les singularités des pratiques. C'est la voie dans laquelle se sont engagés, et semble-t-il avec quelques succès, les CMPP et leurs associations.